

Il faut mettre d'urgence un frein à l'immobilisme¹

*« C'est passionnant de voir naître un monde nouveau
qu'on ne connaît pas »*
Régis Debray

Une cagnotte a été lancée pour « sauver le mammoth ». Rassurez-vous, cela ne concerne pas l'Éducation nationale mais le squelette trouvé en 1869 dans le Gard et conservé au Muséum national d'histoire naturelle.

Pan sur le bec² !

J'ai la chance que des amis sur quatre continents³ lisent attentivement mes chroniques⁴. Quand j'évoque leur pays ils me signalent mes imprécisions ou mes erreurs. Ainsi, en Grèce, comme je l'ai dit dans mon précédent texte, les établissements scolaires sont bien fermés depuis début novembre mais, contrairement à mon affirmation, les élèves ne sont pas en vacances. Ils doivent suivre un programme d'enseignement à distance appuyé par des émissions matinales à la télévision.

Quand j'ai rédigé ma treizième chronique, le Luxembourg, pourtant cerné par la France, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse, autant de lieux hautement contaminés, avait échappé à la pandémie. Grâce aux touristes et fêtards qu'il a attirés de ses pays voisins, le

¹ Ce propos, d'un grand philosophe humaniste du siècle dernier, Coluche, m'a été aimablement soufflé par Jean-Marie de Ketele.

² Selon le titre d'une rubrique d'un célèbre hebdomadaire satirique.

³ Aucun de mes amis Australiens n'est francophone et, à mon grand regret, je n'ai jamais eu la chance d'aller en Nouvelle-Zélande, ce formidable temple du rugby !

⁴ Librement accessibles sur les sites d'Horizons publics : <https://www.horizonspublics.fr/>, de la Mission laïque française : <https://www.mlfmonde.org/> ; d'Éducation & Devenir : <https://www.educationetdevenir.net/> de l'association AIDE AUX PROFS : <https://www.apresprof.org/blog-de-apres-prof/> ; sur <http://www.concours-personnel-direction.fr/2020/11/crise-covid.html> ; sur LinkedIn et sur plusieurs sites francophones.

Luxembourg vient de sombrer à son tour. Il est l'objet depuis peu de strictes mesures sanitaires semblables à celles du reste du continent, en notant que c'est l'Espagne le pays européen le plus touché par la deuxième vague. Il semble que seul Monaco y échappe encore ! La Chine a connu une célèbre première vague très médiatique mais géographiquement limitée et objet de mesures sanitaires radicales, strictes et longues. Elle n'a pas connu de deuxième vague, seulement des foyers sont apparus sur des zones réduites et aussitôt isolées très strictement, comme seuls osent le faire les Chinois. Il n'y a pas que les USA (plus de 3000 morts par jour actuellement) qui connaissent une redoutable troisième vague, plus sévère que les précédentes, le Japon et la Corée du sud aussi. Enfin, jusqu'à sa deuxième vague, la Suède, pays à faible densité humaine, affichait haut et fort avoir joué sur la grande civilité de ses citoyens, sans imposer de confinement. Cette époque est révolue et elle a dû remballer sa fierté. Elle hésite entre de simples recommandations très strictes (ce qu'elle fait) et des interdictions comme les autres pays européens. Comme celles-ci ne seraient pas conformes à sa constitution son Parlement s'en préoccupe car le virus se propage plus rapidement que jamais. Comme on le dit en Auvergne et dans d'autres régions rurales, c'est à la fin du marché que l'on compte les bouses.

Sur un tout autre registre, celui des élèves qui avaient décroché pendant le premier confinement, le nombre de 5% affiché très vite par le ministre français pour cacher la forêt des données ne l'a pas dissimulé longtemps. D'autres pourcentages fiables se sont mis à circuler, allant jusqu'à citer 50% de décrocheurs pour certains CAP et 30% pour des collèges. Difficile de savoir pourquoi un élève et sa famille ne sont pas joignables. En principe ce que recueille Pronote (utilisé dans plus de 7 700 collèges et lycées) devrait respecter le secret médical et ne pas faire figurer des éléments sur la santé des élèves, sauf à engager la responsabilité pénale du chef d'établissement. On comprend donc leur légitime prudence. Concernant les élèves, de nouvelles données nous parviennent aujourd'hui, confirment les propos de mes chroniques précédentes. Elles montrent que ce 5% d'élèves décrocheurs affiché n'était qu'un attrape-nigauds, je n'ose pas dire destiné aux journalistes ! Par exemple, le département du Cantal, depuis plus de quinze ans avec son plan CyberCantal est très investi sur le numérique, en particulier pour les collèges. Dans ce département, il y a 4800 élèves dans les collèges publics, tous équipés en matériel ce qui est rare. Pourtant, le président de la commission éducation du département nous alerte : pendant le confinement plus de 1 000 élèves (20%) ne se sont jamais connectés à l'espace numérique de travail (ENT) installé par le département. Cette fois, pan sur le bec du ministère !

Personne n'évoque le problème des élèves dont les familles (avec leurs enfants !) sont allées plusieurs mois se confiner loin de chez elles, pas seulement sur l'île de Ré ! Un Français sur dix, soit 5 millions ce qui n'est pas rien (un million de plus que pendant le premier confinement) l'ont fait, venant surtout des grandes villes. Qu'ont-ils décidé pour leurs enfants ? En général de l'instruction à domicile, le plus souvent sans lien avec les enseignants. Une telle masse d'élèves n'a pas pu passer inaperçue, pourtant, sur ce sujet règne un silence total et complice, y compris de la part des écoles qui ont obligatoirement constaté l'absence d'un certain nombre d'enfants mais ne disent rien. C'est bien connu, il y a des problèmes qu'il

vaut mieux se garder de soulever si l'on veut vivre heureux ! Même sur un tel registre règne le « pas de vagues ! » constitutif de la culture professionnelle du milieu.

Après la guerre des boutons, la guerre des vaccins !

La guerre des vaccins qui commence sera vive et longue. Déjà noyée sous les *fake news*, elle s'avère presque aussi amusante à suivre que ce célèbre film. Je soupçonne que pendant toute l'année 2021 nous n'allons pas nous ennuyer ! Comme aux USA ou en Europe nous en prenons au moins pour un an, j'ai expliqué pourquoi dans ma précédente chronique. Déjà six vaccins différents sont réservés par la Commission européenne. En Chine, depuis quelques jours, c'est parti ! Après la vaccination d'un million de Chinois (avec un vaccin encore en phase 3 d'expérimentation, c'est vraiment une expérimentation à grande échelle !) quels autres pays oseraient et pourraient faire cela ? La Russie vient d'oser le faire ; l'Angleterre peut-être aussi bientôt, avec des vaccins non encore homologués par les instances sanitaires internationales.

En France, la majorité des questions que je posais restent encore ouvertes et ne trouveront des réponses que très progressivement... quand elles en trouveront, peut-être seulement en 2022 pour certaines. Dans notre pays, une partie des informations les plus attendues viennent avec la mise en œuvre du « *plan vaccination* » annoncé le 30 novembre. La vaccination obligatoire n'est pas envisagée. Dans la transparence, un calendrier précis en quatre étapes prévoit à partir de janvier de commencer à vacciner les personnes les plus âgées pour aller par étapes aux plus jeunes, en commençant par les Ehpad (résidents et personnels, soit 850 000 personnes, une paille !). La phase centrale la plus lourde débutera en avril, sans doute dans l'espoir un peu fou de s'achever avant l'été si c'est techniquement réalisable, grâce à des vaccins de deuxième génération, en incluant une lourde opération de suivi et une longue phase dite de « *pharmacovigilance* » pour alerter à temps des réactions préoccupantes, même en petit nombre. En fait, cette étape essentielle durera de nombreux mois. Nous verrons comment le système éducatif sera impacté. Les responsables des établissements de santé considèrent qu'il y a un écart considérable entre ce qui est annoncé par les pouvoirs publics et la mise en œuvre sur le terrain. Sauf un *mocking bird*, qui imaginerait qu'il en soit de même à l'Éducation nationale ?

Depuis la rentrée de novembre, qu'avons-nous appris de plus ?

Les Cahiers pédagogiques préparent un numéro qui est littéralement d'utilité publique : « *Enseigner à distance, Sommes-nous prêts ?* ». En attendant des réponses à cette question venues du terrain français, des organismes internationaux comme l'Unesco, l'Unicef et la Banque mondiale commencent à livrer des fruits d'informations recueillies dans de nombreux pays, développés ou en voie de développement. Personne ne sera surpris : il y a de nombreux points communs, mais avec de fortes nuances tenant à chaque pays. Si la deuxième

vague de la pandémie s'annonce à peine ici ou là, la troisième arrive en force en d'autres lieux. L'enseignement à distance a été la réponse principale apportée, avec des mises en œuvre de nature très variée. Les experts internationaux considèrent que les élèves ont perdu pour leurs apprentissages cognitifs entre 6 semaines et quatre mois et que les pertes subies sur les autres aspects de leur éducation restent encore à être évaluées. Pour les enseignants, leur métier demeure majoritairement solitaire et pas toujours solidaire. Alors que sont évoqués dans les discours des formes de travail coopératif, pour les élèves comme pour les adultes, les évaluations des acquis des uns et des autres restent individuelles. Pour lever ce paradoxe, faut-il institutionaliser le travail collaboratif comme certains le suggèrent ou doit-il seulement relever d'une question d'éthique et de déontologie professionnelle ? Un enseignant suisse disait qu'il était « consulté sur tout mais responsable de rien ». Inimaginable en France, bien sûr ! Au-delà des nombreux propos convenus, comment être au clair sur ce que veulent les enseignants puisqu'il n'existe pas d'ordre professionnel comme dans certaines professions ?

Avant la crise de la Covid-19, l'école était déjà en crise mondiale, notamment en termes de fragmentation⁵ et de privatisation⁶, mais chaque pays – en France comme ailleurs – tentait plus ou moins de le dissimuler. Avec la pandémie, ce n'est plus possible ; nous l'avons dit dans d'autres chroniques, « le roi est nu » ! Pour retrouver quelques miettes de « *l'école d'avant* », les statuologues qui ne rêvent que de cela devront pour une fois ôter de leurs yeux leurs filtres idéologiques qui rendent tout opaque. Ils auront à observer la situation telle qu'elle est réellement avec ses évolutions (mais si, il y en a !), puis en tenir compte. Autant leur demander l'impossible car non seulement ils ne savent pas le faire mais ils ne peuvent même pas imaginer qu'une telle attitude soit possible. Après la crise, l'école sera donc encore en crise ! « Les faits sont têtus » disait Lénine !

Bien sûr, pour le futur, à moyen terme et long terme, tout ne devrait pas se faire exclusivement par numérique, mais tout devrait être rendu possible afin de se préparer au mieux à l'imprévu et aux diverses circonstances susceptibles de se présenter. En d'autres termes, il faudra faire du 100% numérique, mais pas pour tous et pas en permanence, afin d'éviter ou de limiter autant que faire se peut, les fragmentations évoquées plus haut. Assurer effectivement la continuité pédagogique, ce qui ne s'était jamais fait jusque-là. C'est à partir de la classe et de ses spécificités que peuvent s'élaborer des systèmes hybrides. Malgré les risques de bouillie verbeuse sans contenu, le besoin d'hybridation des pratiques va faire appel à de l'innovation. Il sera facilité par les *think tanks* et la création d'incubateurs (je devine que les cheveux des statuologues se dressent sur leur tête !), tout étant pensé pour les élèves (mais où va-t-on ?) et non pas en fonction des statuts et du seul intérêt des enseignants. Cette attitude va de soi pensez-vous ? Ce n'est pas sûr du tout ; j'aimerais tant avoir tort !

⁵ Cf. *La fragmentation des systèmes éducatifs*, décembre 2017, N° 76, Revue internationale d'éducation de Sèvres.

⁶ Cf. *La privatisation de l'éducation*, décembre 2019, N°82, Revue internationale d'éducation de Sèvres.

La pandémie a aussi révélé (mais que n'a-t-elle pas révélé ?) le fossé entre les utilisations du numérique suivant les États membres de l'Union européenne. Ainsi, en Slovaquie, seulement 2% des élèves ne sont pas restés en contact avec leurs enseignants (donc quasiment aucun) alors qu'ils étaient 48% (presque la moitié) dans ce cas en Italie pendant le premier confinement. En moyenne, 39% des enseignants européens se sentaient bien préparés, mais 75% l'étaient dans les pays scandinaves et peu dans beaucoup de pays dont la France (en gros 25%).

La formation initiale des enseignants est un problème ancien et récurrent depuis longtemps. Pendant trois ans le ministère qui n'arrive pas à la caler malgré la nouvelle loi, devra pourtant inclure dans la formation le travail à distance afin de préparer les étudiants à savoir enseigner ainsi et pour l'enseignement hybride entrer progressivement dans une logique de développement professionnel quasiment absente chez nous. Nous en sommes encore très loin alors que le temps presse, mais les statuquologues y sont hostiles et beaucoup de formateurs en INSPE sont à des années lumières de cette culture et des récentes évolutions du métier d'enseignant, ce qui n'est pas rassurant pour le futur.

Le bimestre, entrecoupé par des quinzaines, est donc devenu la nouvelle norme temporelle pour l'action pédagogique. Dans ce nouveau rapport au temps s'intègre le recrutement d'enseignants contractuels pour le premier degré et le second degré. Sont en cours de recrutement 14 000 contractuels - ce n'est pas rien - enseignants et assistants d'éducation (AED), pour la période allant jusqu'en février 2021 ; c'est du jamais vu. À l'Éducation nationale, la Covid-19, comme dans les autres secteurs de la société, fait avec bonheur sauter les habituelles règles administratives. Ainsi, des magasins peuvent ouvrir sept jours sur sept, avec des amplitudes horaires bien plus grandes. Pour l'enseignement, le contrôle continu, les évaluations et les examens sont modifiés ou en voie de l'être. Les programmes sont interpellés et très bientôt Parcoursup sera, peu ou prou, télescopé.

Les systèmes hybrides ont fait leur apparition dans de gros collèges

Sans être un grand devin nous l'avons vu venir et annoncé dans notre précédente chronique : les possibilités d'organisation pédagogique en mode hybride autorisées pour les lycées, avec notamment des classes dédoublées, allaient soulever l'appétit de quelques collèges, ce qui n'a pas manqué de se produire. On a vu des demandes formulées ici ou là auprès des rectorats, accompagnées de pétitions et dans quelques cas de grèves (nous sommes à l'Éducation nationale, c'est le mode basique de communication en France !). En apparence, le ministre n'a pas changé sa doctrine. Il n'a rien ajouté, mais son silence a beaucoup déplu aux principaux de collèges qui y ont vu une forme de mépris, comme l'a fait savoir le syndicat majoritaire des chefs d'établissements⁷. En conséquence, le ministre a chargé ses

⁷ Le SNPDEN, au sein duquel il y a aussi un nombre non négligeable de statuquologues.

recteurs, académie par académie, d'examiner les cas particuliers en leur demandant de prendre les décisions adaptées aux collèges concernés, ce qui fut fait en termes de continuité pédagogique dans une relative discrétion pour ne pas inviter à la généralisation. C'est la question de sa pertinence qu'il faut se poser établissement par établissement. Pourtant certains recteurs (peut-être poussés à le faire ?) en ont fait un élément clé de leur politique académique et le disent aux journalistes.

Par exemple, en Alsace, l'hybridation est « à saisir comme une chance, une opportunité » dit la rectrice. Six collèges ayant plus de 700 élèves ont formulé une demande de nouvelle organisation pédagogique, notamment pour faciliter le temps des repas. Les enseignants tenus de rester chez eux pour des raisons sanitaires assurent en priorité l'enseignement à distance. Selon le rectorat, le mode hybride avait été préparé depuis l'été (hum !) avec Lumni, offre éducative gratuite de l'audiovisuel public, afin que « la réflexion pédagogique précède l'organisation ». Qui pourrait dire le contraire ? Peut-être l'un de mes jeunes amis DASEN et *mocking bird* lui aussi, qui voit dans Lumni, Canopé et le CNED la ligne Maginot de l'école du XXI^e siècle. Demandant un peu de maturité aux élèves, l'enseignement hybride ou à distance est plus difficile à mettre en œuvre au collège qu'au lycée mais dans tous les cas s'appuie sur l'expertise des enseignants. Évidemment, pour les collèges, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes en Auvergne où l'on compte encore 18 collèges accueillant moins de 100 élèves ! On mesure là les limites bien connues du mythe de l'uniformité !

L'enseignement hybride se développe donc, mais lentement. Néanmoins quelque chose est en train de se passer : en six mois (c'est très rapide !) l'enseignement hybride est devenu la nouvelle norme internationale. Il fait appel à de plus en plus de partenariats, comme si le partenariat était une nouvelle norme, simple effet d'évolutions sociétales. En France, on veut privilégier des « *écosystèmes éducatifs* » - on ajouterait volontiers « durables » pour faire bien -, comme les *cités éducatives* en développement : 40 nouvelles viennent s'ajouter aux 80 qui existaient déjà et qui vont, peut-être, se substituer aux REP. Trois académies ont engagé une expérimentation en ce sens. Qui sait si ces innovations seront durables ou éphémères ? Si elles déplaisent fortement aux statuologues, elles conviennent à d'autres acteurs qui trouvent là de nouvelles façons de se réaliser, d'inventer, d'innover (où va-t-on ?) sur le registre pédagogique. Après la crise, peut-il ne rien en rester ? Porté par l'espoir, je ne ferais pas ce pari.

Quelques premières études ont fait leur apparition

Des études viennent d'être publiées, notamment une de la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP), fort instructive. Il ne s'agit pas ici de la répéter, mais seulement d'en dégager des points saillants qui méritent de retenir l'attention. En réalité, tout se passe comme si la crise rendait visible et accentuait des inégalités qui étaient déjà là bien avant, mais moins discernables.

Cette étude montre que les bons élèves et les filles ont davantage travaillé pendant le confinement. Elle donne des indications précises sur le temps que les élèves ont consacré à leurs études, avec d'importants écarts entre les cas extrêmes. Sans doute en était-il de même avant la crise, mais soit ces écarts ne se voyaient pas puisque ce travail des élèves se passait à la maison, soit on les taisait (vite, vite, sous le tapis !). On peut noter avec une certaine satisfaction que pendant le premier confinement 69% des élèves ont assisté à une classe virtuelle (pourcentage plus élevé chez les lycéens) et que 85% étaient aidés par leurs parents. Ce pourcentage a même été de 92% pour les parents des élèves ayant des difficultés scolaires, ce qui contredit les propos du triste sire de la FCPE rapportés dans ma précédente chronique. Contrairement à des idées reçues, on dispose là d'un indicateur de l'intérêt que ces parents portent encore à l'école. Cela doit être su, même si, somme toute, ces élèves ont moins travaillé que les autres.

Une autre enquête montre que certains des élèves en difficulté en présentiel s'en sortent mieux à distance, notamment des élèves à besoins particuliers, sans doute en raison des liens plus forts tissés entre les enseignants et les parents d'élèves. C'est déjà cela !

Il y a aussi des données inattendues dans un sondage fait par le syndicat enseignant majoritaire⁸ qui regroupe ouvertement plus de statuologues que d'innovateurs engagés. À une question portant sur leurs souhaits pendant une telle période, seulement 41% des syndiqués souhaitent que le plus possible d'enseignements se fasse en présentiel (donc une minorité de personnes, c'est inattendu) ; le même pourcentage souhaiterait un enseignement hybride (c'est presque incroyable !) et 18% seraient pour la fermeture totale des établissements avec uniquement de l'enseignement à distance. Qui l'aurait cru ? La crise a eu des effets, même sur les plus rétifs aux changements. Cela mérite d'être nuancé. Selon un cadre intermédiaire sur le terrain, l'intérêt soudain de certains enseignants pour cette forme de télétravail est parfois due à des intérêts inavouables et inavoués, mais faciles à imaginer ; ils concernent leur temps de travail effectif : qui contrôle quoi ?

Comment s'annonce le prochain bimestre ?

La fameuse « *vie d'avant* », n'est pas pour maintenant ! Certes, l'école « normale » revient un peu ; la preuve, un appel à la grève a été lancé pour janvier 2021 ! Pourtant, la rentrée de janvier ne s'annonce pas *normale* et les allègements sanitaires espérés viendront peut-être après le 20 janvier, si les « usines à Covid » de Noël et du jour de l'An, selon Jean Castex, n'ont pas frappé et je crains le pire. Nous sommes entre les mains des fêtards irresponsables. Cette fois, après les interventions du Premier ministre ces derniers temps, ce sera sans doute au Président de la République de définir le bimestre suivant. Le niveau

⁸ La FSU

(politique) monte, comme on dit à l'Éducation nationale ! Quand on sait ce qui s'est passé cet été, vous me permettez de me montrer sceptique sur la capacité des Français (nous ne sommes ni en Finlande ni en Suède !) d'éviter le pire par des comportements irresponsables et générateurs *d'hyperclusters*. Le signal de départ de la troisième vague pourrait arriver alors, qui sait ? Les confinements nécessaires seront peut-être géographiquement limités et moins stricts que l'actuel. Les villes, départements et régions vertueux se plaignent d'avoir à souffrir des attitudes des autres. La carte nationale par départements est édifiante. Nous risquons donc de nous trouver face à de nouveaux confinements par zones plus ou moins grandes, avec des conséquences difficiles à prévoir sur le système éducatif. Je nous vois mal échapper à des confinements territoriaux, ici ou là, fin janvier ou début février, avec toutes leurs conséquences. J'espère me tromper. Une nouvelle fois, le salut momentané viendra des vacances scolaires, nombreuses et longues comme on sait. Si j'avais un très mauvais esprit - mais ce n'est pas le cas ! -, je dirais que les périodes de scolarité viennent perturber les salutaires vacances scolaires !

Plus que le bac lui-même, très bientôt la présence du contrôle continu va remettre ParcoursSup sous les projecteurs et amorcer de nouveaux débats. De même, la question des programmes, ce monument sacré en France, risque fort d'être agitée, en particulier parce que l'enseignement à distance, en principe, ne peut pas se passer de travailler en termes de compétences, plus que le classique enseignement en présentiel. Comme ce n'est pas vraiment l'esprit des programmes français, les débats qui viendront inexorablement à ce sujet seront intéressants⁹. Il reste une autre question : cette déjà longue période a changé quelques rituels administratifs. Par exemple, des *vade-mecum* remplacent les circulaires et des fiches techniques les consignes des inspecteurs. Sont-ce seulement de superficiels changements de nom et du marketing politique ? Finalement, sauf en surface, la bureaucratie continue-t-elle de fonctionner en sous-main à l'identique ?

Le vide de la pensée, principalement dû aux statuologues des différents métiers, pousse, depuis quelques temps, à la création de multiples « *think tank* » qu'ils honnissent pour une raison simple : la majorité des organisations bureaucratiques, étatiques et syndicales, sont de vrais « *no think tank* ».

Soyons optimistes. La crise a créé du mouvement et des capacités de transformations. Elle lèguera une mémoire, de la flexibilité et de l'espérance. Elle a donc des effets bénéfiques. La preuve : sans la pandémie Trump aurait été réélu !

Recteur Alain Bouvier

Professeur associé à l'université de Sherbrooke
6 décembre 2020

⁹ Roger-François Gauthier a commencé » à y prendre une part active.